



Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, un certain nombre de pays dont la plupart souffrent de déficits alimentaires importants, sont particulièrement actifs dans la « course aux terres agricoles ». La flambée des prix des matières premières et des denrées alimentaires ne fait qu'amplifier le phénomène. Les états du Golfe Persique, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée, la Libye et l'Égypte en sont actuellement les principaux acteurs.

Une étude du Cirad<sup>(1)</sup> et de l'Inra<sup>(2)</sup> indique qu'entre 2000 et 2050, « les surfaces cultivées mondiales auront progressé de 19 %, à un rythme moyen de 7,5 millions d'hectares nouvellement cultivés par an, soit un rythme presque deux fois plus rapide que celui observé entre 1961 et 2000. Les nouvelles surfaces agricoles auront été trouvées essentiellement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, et dans une moindre mesure en Asie ».

C'est effectivement vers ces zones que se portent les convoitises de ces pays en recherche de terres agricoles : continent africain (Soudan, Ethiopie...), Pakistan, Indonésie, Vietnam mais aussi Europe Centrale (notamment l'Ukraine) ou le Brésil.

Ce phénomène n'est pas nouveau (au début du siècle, la compagnie américaine United Fruit Company avait acquis de grandes surfaces de terres arables en Amérique centrale), mais il prend des dimensions inédites. Quinze à vingt millions d'hectares de terres auraient été concernées entre 2006 et 2009. Les acquisitions portent sur des étendues considérables (400 000 à 600 000 ha), soit quatre à six fois supérieures aux contrats des grandes plantations tropicales du 19<sup>e</sup> siècle.

Ces acquisitions ne sont pas seulement faites par des compagnies privées ou des multinationales, mais elles concernent de plus en plus les États. Les motivations sont de divers ordres : d'abord construire sa sécurité alimentaire (c'est le cas de la Chine qui n'arrive pas à produire suffisamment d'aliments pour répondre à la demande de sa population), ensuite assurer une production destinée à l'exportation. D'autres projets sont orientés vers la production d'agrocarburants (comme à Madagascar) mais aussi vers le tourisme et l'urbanisation.

Les impacts sociaux sont nombreux : souvent les populations locales cultivent des terres qu'ils détiennent depuis de nombreuses générations sans pouvoir présenter de titres de propriété reconnus. Exclues des négociations, ces paysans perdent leurs droits et sont souvent déplacés sans contrepartie. D'un point de vue environnemental, des risques existent : déforestation, réduction des nappes phréatiques, pollution.

Certains investisseurs argumentent que les surfaces de terres non utilisées ou « sous-utilisées » sont encore importantes. Selon certaines études, les superficies de terres non encore cultivées principalement en Afrique et Amérique du Sud seraient trois fois supérieures aux surfaces nécessaires pour nourrir l'ensemble de l'humanité. Mais l'évaluation des disponibilités des terres agricoles montre des écarts considérables selon les méthodes utilisées.

La communauté internationale s'inquiète et exprime régulièrement sa volonté de parvenir à l'établissement de règles pour encadrer ces investissements internationaux dans une approche de responsabilité environnementale et sociale. Se nourrir constitue la plus vieille préoccupation de l'Homme. Elle le sera aussi de plus en plus à l'avenir.

Sources : rapport du Groupe d'Orientation des Politiques - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) - rapport du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (OCDE/ Conseil de l'Europe)

<sup>(1)</sup> Centre de recherche agronomique pour le développement

<sup>(2)</sup> Institut national de recherche agronomique